

Débat français à propos du pouvoir d'achat

Partage des richesses, la question taboue

Afin de "défendre le pouvoir d'achat", le gouvernement français envisage une série de mesures – monétisation des congés non pris, travail le dimanche, implantation plus facile des hypermarchés. Une donnée du problème est presque toujours occultée : en vingt ans, la part des salaires dans le produit intérieur brut français a baissé de 9,3 %, ce qui correspond à plus de 100 milliards d'euros en partie transférés vers le capital. Cet élément central du débat en est devenu le point aveugle.

"La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années."

D'où sont tirées ces lignes ? D'un texte de la Confédération générale du travail (CGT) ? Nullement : elles viennent d'un article de la Banque des règlements internationaux (BRI), une institution qui réunit chaque mois, à Bâle (Suisse), les banquiers centraux afin de "coordonner les politiques monétaires" et d'"édicter des règles prudentielles". Ce n'est pas vraiment un repaire de marxistes ; pourtant, leur exposé sur cette "marge [de profit] d'une importance sans précédent" se poursuit sur vingt-trois pages¹.

Et qui redoute le pire ?

"J'ai attendu et j'attends encore quelque normalisation dans le partage du profit et des salaires" car "la part des salaires dans la valeur ajoutée est historiquement basse, à l'inverse d'une productivité qui ne cesse de s'améliorer". Or "ce découplage entre faibles progressions salariales et profits historiques des entreprises fait craindre (...) une montée du ressentiment, aux Etats-Unis comme ailleurs, contre le capitalisme et le marché".

Là, il s'agit de M. Alan Greenspan, ancien directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui livre ses inquiétudes au *Financial Times*².

1 Luci Ellis et Kathryn Smith, "The global upward trend in the profit share", Banque des règlements internationaux, Working Papers, n° 231, Bâle, juillet 2007.

2 *Financial Times*, Londres, 17 septembre 2007. Lire aussi *La Tribune* du même jour.

Ce constat, chiffré, est unanimement partagé. D'après le *Fonds monétaire international (FMI)*, dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 5,8 % entre 1983 et 2006. D'après la Commission européenne, au sein de l'Europe cette fois, cette part a chuté de 8,6 %. Et, en France, de 9,3 %³.

Par le gigantisme des sommes en jeu, des dizaines de milliards d'euros, ces 9,3 % devraient s'installer au cœur du débat. Toute la contestation des "nécessaires réformes en cours" ("régimes spéciaux", retraites, sécurité sociale, mais aussi pouvoir d'achat) pourrait s'appuyer sur ce chiffre. Or c'est à l'inverse qu'on assiste : il est comme effacé de la sphère publique, éclipsé dans les médias, à peine mentionné par les responsables politiques. Un point central de l'économie en est devenu le point aveugle.

Qu'on évalue ce transfert de richesses : le PIB de la France s'élève à près de 1 800 milliards d'euros.

"Donc il y a en gros 120 à 170 milliards d'euros qui ont ripé du travail vers le capital", calcule Jacky Fayolle, ancien directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Soit, même avec des estimations basses, plus d'une dizaine de fois le déficit de la Sécurité sociale (12 milliards) et une vingtaine de fois celui des retraites (5 milliards). Ces derniers "trous" sont amplement médiatisés, tandis qu'on évoque moins souvent celui, combien plus profond, creusé par les actionnaires dans la poche des salariés... D'après Fayolle, de tels ordres de grandeur

"traduisent des déformations structurelles, pas simplement de l'économie mais de la société".

Ces déformations résultent de

"tout un ensemble de facteurs : le poids du chômage, les politiques économiques, les changements de la gouvernance des entreprises depuis une vingtaine d'années".

Des médias entre mutisme et mensonges

C'est au début des années 1980 que le basculement intervient. Deux phénomènes se conjuguent : d'abord, le ralentissement de la croissance, qui passe de 4,8 % en moyenne durant les "trente glorieuses" (1945-1975) à environ 2 %. Ensuite, un bouleversement dans la répartition de cette croissance :

"Tout se passe comme si ce changement de rythme avait été mis à profit pour modifier les règles du jeu au détriment des salariés", notent des chercheurs de l'IRES⁴.

³ Ou 8,4 %, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui adopte un mode de calcul différent, portant non sur le PIB du pays mais sur la valeur ajoutée des entreprises non financières. Données rassemblées par l'économiste Michel Husson dans son article "La baisse tendancielle de la part salariale", disponible sur <http://hussonet.free.fr/parvabis.pdf>

⁴ Samia Benallah, Pierre Concialdi, Michel Husson et Antoine Math, "Retraites : les scénarios de la réforme" (PDF), Revue de l'IRES, n° 44, Noisy-le-Grand, 2004.

D'abord par des "suppressions de postes" : des salaires ne sont plus versés, et leur part dans le PIB se réduit naturellement. Dans le secteur public, dernièrement, mais surtout dans le privé, avec des entreprises (Whirlpool, Michelin, European Aeronautic Defence and Space [EADS], Danone, etc.) qui surfent sur les bénéfices tandis qu'elles "restructurent" vers des "pays à bas coût de main-d'œuvre". En outre, le chantage au chômage aidant, les salaires réels ont stagné :

"Le revenu salarial net n'a pratiquement pas augmenté depuis ces vingt-cinq dernières années", précise le quotidien Les Echos⁵.

Les approximations optimistes concèdent 16 % d'augmentation seulement entre 1987 et aujourd'hui. C'est aussi en 1987 que naissait le CAC 40, avec un indice 1 000. Il cotait 5 697 points le 11 décembre dernier : + 470 %, donc.

La "flexibilité" aussi a fait plonger les salaires, en les rendant plus irréguliers. Depuis 1980,

"la proportion des travailleurs à temps partiel est passée de 6 % à 18 % de l'effectif salarié total, et celle des autres formes d'emploi atypique (intermittence, intérim, etc.) de 17 % à 31 % du salariat"⁶.

Devenu jetable, malléable, sur mesure, l'emploi s'est ajusté aux besoins variables des entreprises.

Enfin, on a rogné sur les à-côtés du salariat : il faut désormais cotiser plus et plus longtemps pour des retraites plus faibles, verser la contribution sociale généralisée (CSG) et des franchises médicales pour que les remboursements diminuent toujours, etc.

"La masse salariale a deux composantes", nous explique Michel Husson, économiste à l'IREM : "le salaire direct et les cotisations. Dans un premier temps, le salaire net a fait baisser la part salariale à un niveau qu'on ne peut plus faire trop descendre. Dans un second temps, la part des cotisations prend le relais."

Le mutisme qui entoure ce détournement de richesses constitue un exploit permanent. Des heures de radio, des pages dans la presse : les journalistes ont glosé sur les miettes des régimes spéciaux, sur ces "bénéficiaires de lois obsolètes", sur ce "privilège intolérable", sur cette "inégalité inacceptable", sur la "nécessité économique et démographique" de cette "mesure d'équité"⁷.

Mais ils ont presque toujours oublié de mentionner le combien plus "inégal" partage des ressources nationales. Nos éditorialistes ont aussi omis de pester contre le "privilège intolérable" des actionnaires, ces "bénéficiaires" d'abattements fiscaux, sur la "nécessité économique et démocratique" de taxer leurs revenus financiers...

⁵ Les Echos, Paris, 30 novembre 2007.

⁶ Le Monde, 30 novembre 2007.

⁷ Respectivement, Patrick Fluckiger dans *L'Alsace*, Mulhouse (1er novembre 2007), Jacques Marseille sur France 3 (18 novembre 2007), Etienne Mougeotte dans *Le Figaro Magazine*, Paris (15 septembre 2007), Claude Weill dans *Le Nouvel Observateur*, Paris (25 octobre 2007), Alain Duhamel sur RTL (6 novembre 2007). Un recensement effectué par *Le Plan B*, n° 11, Paris, décembre 2007 - janvier 2008.

Mais, dans la foulée du conflit "catégoriel" des cheminots, le débat s'est fait plus "général", portant sur le pouvoir d'achat ! "Une surprenante stagnation", titra Le Monde⁸. D'autant plus "surprenante" que ces 9,3 % n'étaient signalés à aucun endroit. Le terrain était ainsi préparé pour un président de la République qui se refusa à

"distribuer les cadeaux de Père Noël car les Français savent bien qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses. (...) Je n'ai pas le pouvoir d'augmenter les salaires. (...) Pour donner du pouvoir d'achat, il faut réhabiliter le travail".⁹

Et de soigner le mal par le mal : en aggravant la "flexibilité" des salariés : horaires variables et dimanche ouvré...

Le lendemain, tandis que Le Figaro saluait la "fin du carcan des 35 heures", Les Echos félicitaient M. Nicolas Sarkozy :

"Il a tracé le programme des réformes pour les prochains mois — assurance-maladie, marché du travail."

Quelques pages plus loin, dans les mêmes éditions, on découvrait un article intitulé "Grande plaisance : la course au luxe". Celui-ci expliquait que

"les millionnaires, toujours plus nombreux, sont lancés dans une course sans fin au plus grand, au plus beau, au plus luxueux yacht... Dans ces châteaux des temps modernes, le robinet à 8 000 euros plaît beaucoup"¹⁰ !

Mais pas le moindre lien entre le pouvoir d'achat en berne à la "une" et cette autre actualité, plus réjouissante. Pourtant, voilà qui aurait pu donner chair aux 9,3 %...

Ce mensonge par omission d'une donnée centrale de l'économie, qui surprendra-t-il ?

"La presse quotidienne," résumait déjà Jack London, "c'est l'escamotage quotidien" qui "purge" les injustices "par le silence de l'oubli"¹¹.

Mais un autre "silence" assourdit. Quand MM. François Hollande, Bernard Thibault ou Vincent Peillon se sont-ils saisis de cet argument et l'ont-ils opposé à un journaliste ? Peut-être l'ont-ils fait, à l'occasion, dans une parenthèse. Mais, à coup sûr, l'"opposition" n'a guère accordé à ces 9,3 % la place qu'ils méritent. Qu'ils citent ces 100 milliards d'euros (au moins), et le socle d'inégalité, invisible et fragile, sur lequel reposent toutes les "réformes" des deux dernières décennies, pourtant effectuées

⁸ Le Monde, 30 novembre 2007.

⁹ M. Nicolas Sarkozy sur TF1 et France 2, 29 novembre 2007.

¹⁰ Les Echos, du vendredi 30 novembre, qui publiaient page suivante un papier intitulé : "Les hôtels particuliers ont la cote" (on y lit notamment : "la mondialisation crée de plus en plus de multimillionnaires"). Le Figaro consacrait également, le même jour, un supplément au "Meilleur du Salon nautique". Et Le Monde présentait, lui, des chaises à "9 397 euros" l'unité.

¹¹ Jack London, Le Talon de fer (1908), Phébus, coll. "Libretto", Paris, 2003.

au nom de la "justice", s'effondre. La rhétorique d'une pseudo-"équité" – car, comme le recommande l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM),

"il ne faut pas avoir l'air de défendre des intérêts, seulement des idées et des principes"¹² – s'écroule d'un coup. Qu'entendit-on à la place le 29 novembre au matin, dans la "Revue de presse" de France Inter ?

"La Croix est allé à la rencontre des politiques et leur demande leurs idées en matière de pouvoir d'achat. Côté socialiste, le député Michel Sapin préconise des allègements de charges pour les entreprises qui auront conclu des négociations salariales."

Du chipotage et de nouvelles aides publiques.

Une semaine plus tôt, sur la même antenne, le député et maire d'Evry Manuel Valls affichait son "courage" :

"Il faut travailler sur un allongement progressif de la durée de la cotisation. Ça vaut évidemment pour les régimes spéciaux ; ça vaudra demain pour le régime général."

Désormais, le "courage" consiste, dans ce camp aussi, non plus à soutenir une lutte qui inverserait un rapport de forces, mais à se plier par avance aux exigences du capital et du pouvoir, sans jamais batailler.

Les discours de la dernière élection présidentielle corroborent cette dérive : Mme Ségolène Royal ne signala à aucun moment les 9,3 % et les milliards évaporés – tandis qu'elle dénonça volontiers les "80 milliards de déficits cumulés" de la Sécurité sociale, l'

"endettement public qui est passé de 900 à 1 200 milliards d'euros en moins de cinq ans", le "déséquilibre historique de la balance commerciale, 30 milliards d'euros", etc.

Si elle s'engagea à "lutter", ce ne fut pas contre un "adversaire" identifié ("Je ne désignerai aucun ennemi", précisa-t-elle), mais plutôt contre des problèmes sans responsables ni coupables (la "lutte contre toutes les formes d'insécurité", "contre le décrochage scolaire", "contre la vie chère", etc.).

Le "rentier" n'apparut à aucun endroit, la "finance" fut désignée deux fois (en quarante-deux discours), l'"actionnaire" ne surgit qu'à neuf reprises. En somme, presque rien qui aurait réclamé une répartition plus égalitaire des richesses produites. Pourtant, pendant cette campagne, le CAC 40 publia ses "profits records" – plus de 90 milliards d'euros – dont, autre record, 40 milliards avaient été reversés en "dividendes" (mot utilisé une fois par Mme Royal)¹³. Mais la candidate socialiste ne se saisit pas de cette aubaine, lui préférant une autre recette, consensuelle :

¹² Marianne, Paris, 24 novembre 2007.

¹³ Relevé effectué à partir du site [Technologies du langage](#).

"Nous relancerons la croissance économique parce que nous réconcilierons les intérêts des entreprises et les intérêts des salariés. Voilà la clé du développement économique."

L'extravagante hypothèse conservatrice se trouvait ainsi confirmée : avec une croissance de 2 %, parfois déguisée en "crise", tout progrès social serait impossible, voire rendrait "inévitables" des reculs en série. Cependant, cette croissance qualifiée de "molle", aux alentours de 2 %, correspond à la moyenne observée au cours du XXe siècle, hors "trente glorieuses". Un siècle qui ne se priva ni de progrès technique ou humain, ni de bâtir des protections salariales. Désormais, la justice sociale devrait néanmoins patienter, espérer une improbable – et pas vraiment souhaitable – hypercroissance à 4 %, 5 %, 6 %, voire plus.

Au printemps dernier, en "une" de l'hebdomadaire *Challenges* et sur toutes les affichettes des bars-ta-bacs, la candidate socialiste posa sous le titre :

"Ségolène Royal face aux patrons : "Faites des profits, augmentez vos revenus !"

Comme s'ils avaient attendu sa souriante permission...

François Ruffin

Auteur de *Quartier nord*, Fayard, 2006, et rédacteur du journal **Fakir** (Amiens).